

Compétences et enjeux pour les collectivités locales

La place des SFN dans les projets



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

Sandrine Potier – FNCCR – Département cycle de l'eau

- **Une association Loi 1901 d'élus locaux**, reconnue à l'échelle nationale
- **Mission** : l'accompagnement des élus et de leurs collaborateurs pour leur permettre d'exercer pleinement leurs compétences
- **Domaines d'activités** : Eau (petit et grand cycles)*, Energie notamment renouvelable, Communications électroniques, Déchets,...
- Une équipe d'**ingénieurs** et de **juristes** dont le travail est de :
 - **Représenter les collectivités** : élaboration réglementation (min. environnement, santé, intérieur, économie et finances, ...) et plus généralement dans les instances et organismes publics ou associatif de concertation / échanges (CNE, CCPQSPEA, CMI, FFEau, Obs. DT-DICT, CNIG, OIEau, ASTEE, APE...
 - **Analyser & expliquer les nouveaux textes et leurs impacts** sur les collectivités, les éclairer sur les enjeux futurs
 - **Répondre** aux questions des collectivités adhérentes
 - **Alerter** les parlementaires et, plus généralement, les décideurs au niveau national sur les enjeux locaux dans les domaines ci-dessus (notamment les conséquences financières, sociales, économiques des projets de textes pour les collectivités)







* > 550 adhérents, > 85% population française

Le cadre d'exercice des compétences des collectivités dans le domaine de l'eau

Le cycle de l'eau

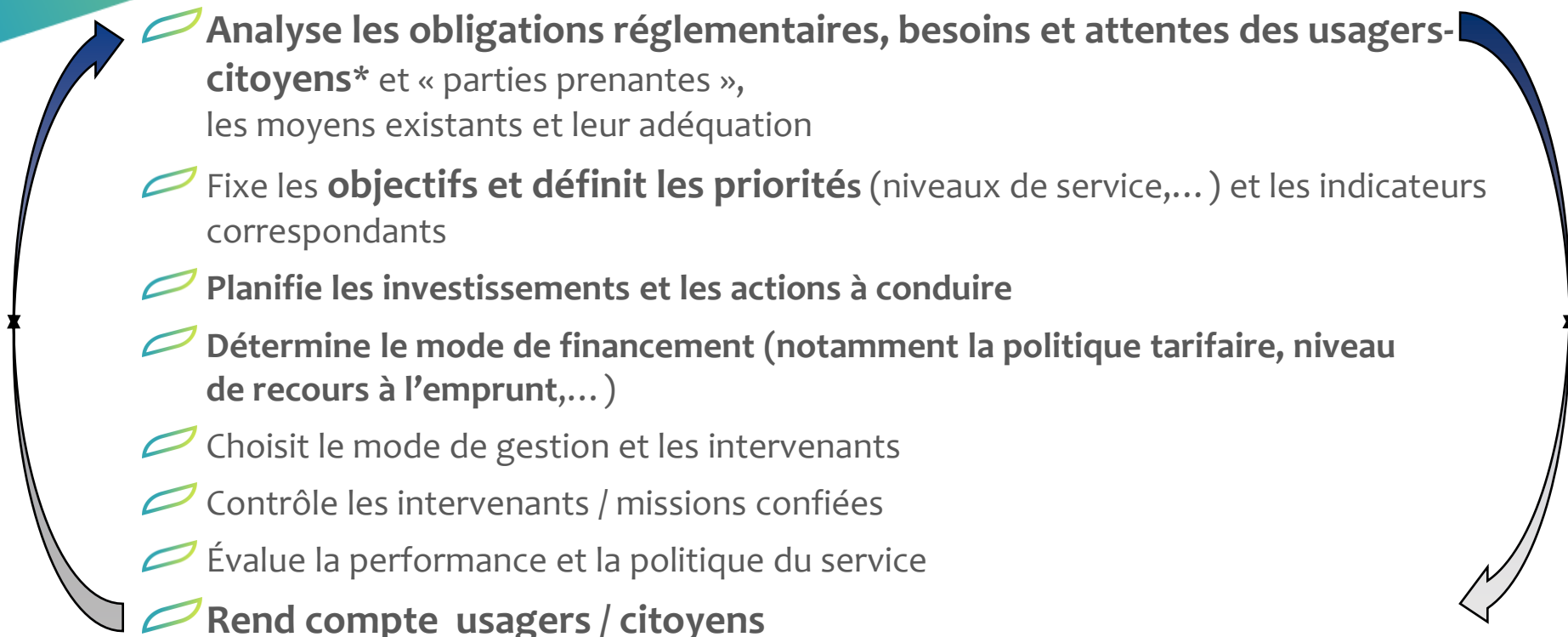


Compétences liées au cycle de l'eau → bloc communal

-  **Distribution d'eau potable** → compétence obligatoire des communes (« historique » surtout dans villes, explicitement obligatoire depuis la LEMA du 30/12/2006).
La distribution « privée » reste possible à l'échelle individuelle ou lotissements
Pas d'obligation de desserte 100% du territoire mais autorisations de construire conditionnées à l'existence d'une alimentation en EDCH
-  **Production d'eau potable** compétence facultative (possibilité d'achat à d'autres collectivités ou plus rarement à une personne privée).
+ « mission » associée : possibilité de « contribuer à la gestion et à la préservation de la ressource. » (loi Engagement et proximité 27/12/2019)
-  **Assainissement des eaux usées domestiques (collectif & contrôle non collectif)** → Directive européenne ERU 1991 → Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et DCE 2000
 - Assainissement collectif centre > 2000 hab.
 - Contrôle des installations Assainissement Non Collectif ailleurs
-  **Gestion des eaux pluviales urbaines** : SPA obligatoire,
-  **Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (« GEMAPI »)** : obligatoire à partir de 2018 avec transfert obligatoire EPCI-FP au 1/1/2018
-  **Défense extérieure contre l'incendie** (alimentation en eau des points d'eau) : SPA



Les missions des « autorités organisatrices »

- 
- Analyse les obligations réglementaires, besoins et attentes des usagers-**citoyens*** et « parties prenantes », les moyens existants et leur adéquation
 - Fixe les **objectifs et définit les priorités** (niveaux de service,...) et les indicateurs correspondants
 - Planifie les investissements et les actions à conduire
 - Détermine le mode de financement (notamment la politique tarifaire, niveau de recours à l'emprunt,...)
 - Choisit le mode de gestion et les intervenants
 - Contrôle les intervenants / missions confiées
 - Évalue la performance et la politique du service
 - Rend compte usagers / citoyens**

* information / consultation / concertation / coproduction)s / citoyens)

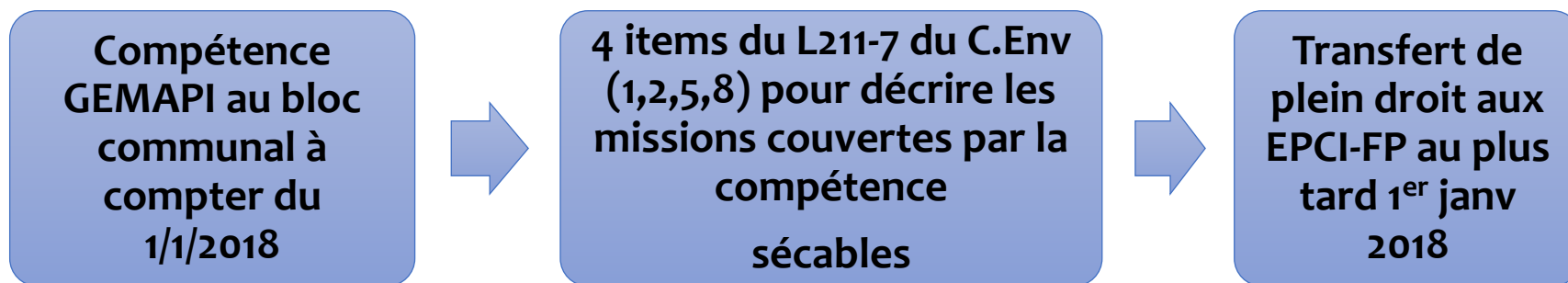
Ces missions « d'autorité organisatrice » ne sont pas « déléguables »

Rq : délégation de Maîtrise d'ouvrage Loi MOP : possible sauf définition du programme et de l'enveloppe financière

Zoom sur la GEMAPI

La loi Maptam (Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014) + adaptations **Loi NOTRe** et reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (8 août 2016)

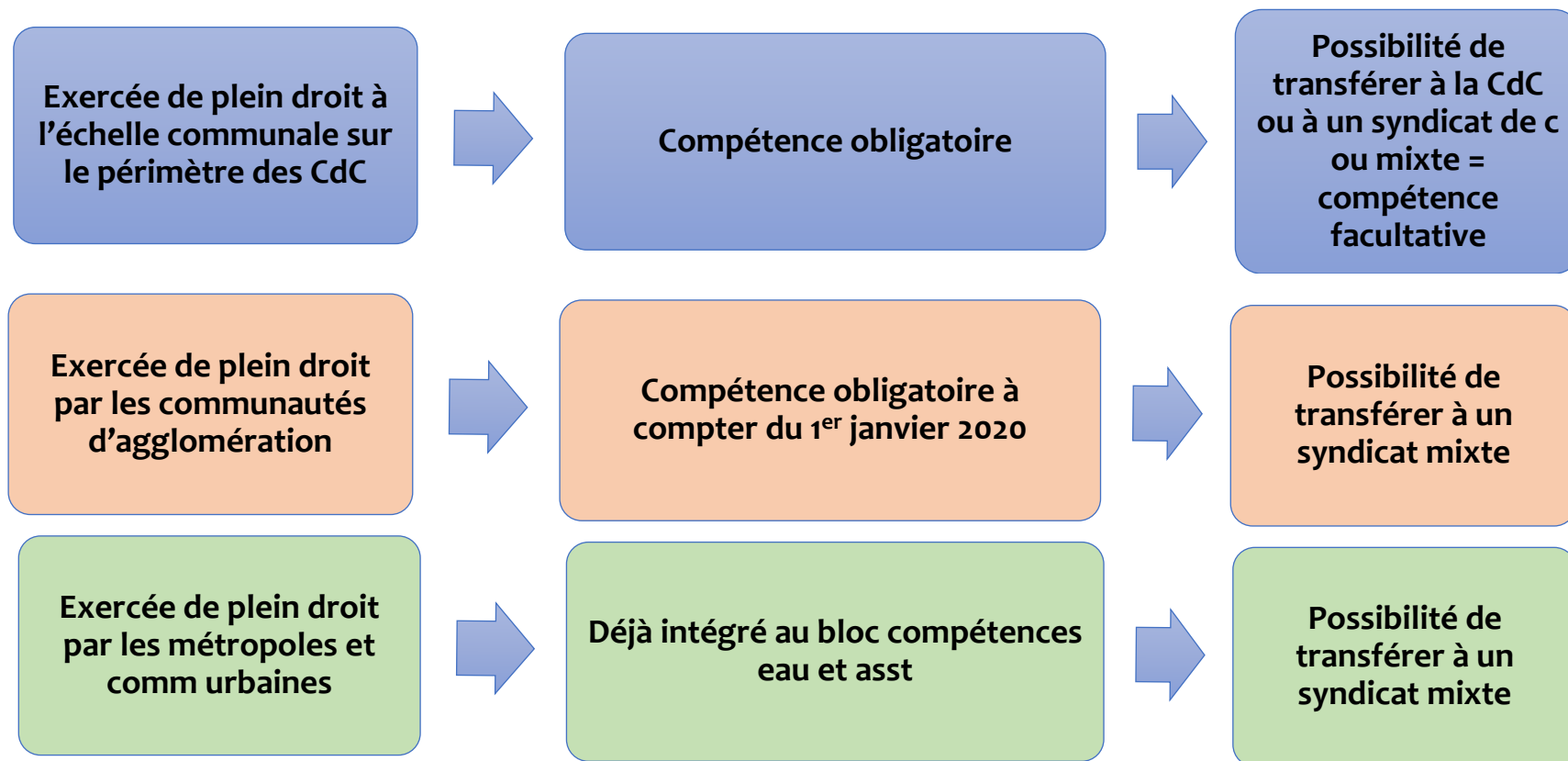
Loi Gemapi n°2017-1838 du 30 décembre 2017



- 1° *L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;*
- 2° *L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;*
- 5° *La défense contre les inondations et contre la mer ;*
- 8° *La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;*

Zoom sur la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines (GEPU) »

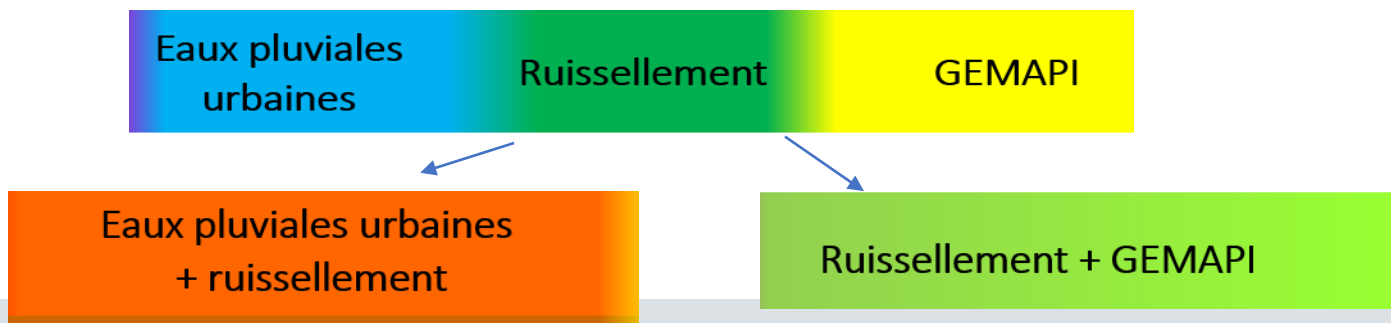
Loi dite Ferrand (Loi n° 2018-702 du 3 août 2018)



Volet « ruissellement » : Liens entre les compétences « eaux pluviales urbaines » et « GEMAPI »

Rapport gouvernemental publié en avril 2018

- N'apporte pas de précisions sur les évolutions législatives (options évoquées par le rapport CGEDD), ni sur le scénario à privilégier :
 - Pas de précisions apportée par la loi Ferrand
 - Sujet non abordé lors des assises de l'eau, grand cycle
- ➔ **Le ruissellement (hors zones urbaines), compétence ou mission toujours dépourvue de cadre aujourd'hui.**
- ➔ Perdre la question du rattachement de cette mission au grand cycle ?



GEMAPI et GEPU → services publics administratifs

- Missions financées par le budget général
- Financement fiscalité, pas d'autonomie budgétaire
- GEPU : Pas de ressources financières dédiées (abandon de la taxe eaux pluviales)
- GEMAPI : Taxe dédiée que l'EPCI-FP décide de prélever ou pas
- Autres aides financières (investissements) : fonds européens (FEDER), fonds Barnier

Recettes non directement fléchées, budgets alloués contraints

- ❖ Peu de visibilité vis-à-vis du contribuable
- ❖ Optimisation financière = mutualisation des moyens



Passer d'une approche économique à une
approche environnementale

Retours d'expériences

Des exemples de projets privilégiant les SFN

Parmi les missions GEMAPI

Au niveau de l'axe qualitatif :

Préserver / reconquérir qualité des ressources en eau (eau potable et environnement)

- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
 - ➔ Restauration et entretien du lit et des berges yc végétalisation des berges
 - ➔ Gestion de la ripisylves, actions sur les frayères
 - ➔ Le contrôle des espèces invasives

- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;
 - ➔ Création de zones humides/restauration
 - ➔ Restauration écosystèmes aquatiques – continuité écologique

Renaturation des cours d'eau
Crédit photo : CD 68



Création zone humide
Crédit photo : Pays de
Montbéliard Agglo

Parmi les missions GEMAPI

Au niveau de l'axe quantitatif :

Prévention des inondations

 L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

- Création de zones d'expansions de crues (ZEC),

 *La défense contre les inondations et contre la mer*

- Aménagement et entretien des ouvrages de protection,

- Opération de gestion intégrée du trait de côte si elle contribue à la protection contre la submersion (réduire l'érosion des sols)

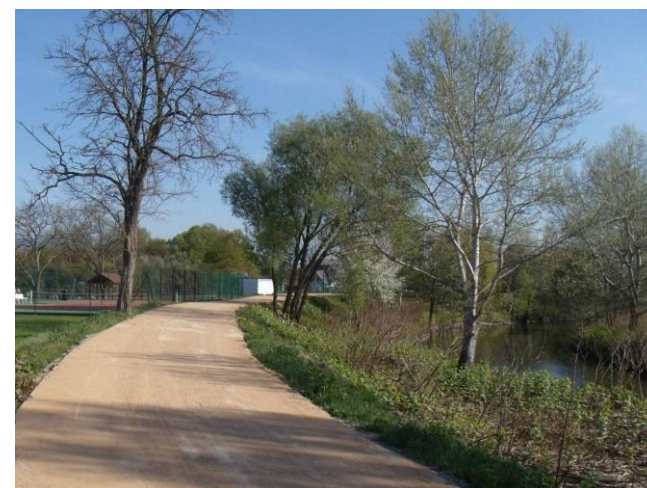
 *La restauration des zones humides*

- Actions de ralentissement dynamique/régulation.



Zone d'expansion de crue
*crédit photo : SIAH des
Vallées du Croult et du
petit Rosne*

*Travaux de renforcement des digues
Crédit photo : CD 68*



Parmi les missions GEPU

Missions

- Collecte, transport, stockage et traitement des eaux pluviales des aires urbaines

Enjeux

- *Privilégier une gestion intégrée des eaux pluviales*
- *Lutte contre l'artificialisation, favoriser l'infiltration*
 - Mesures types « zéro rejet hors parcelle » (mais non opposable à l'existant)
 - Privilégier les solutions « douces » à la canalisation



*Ouvrage multifonctionnel : ouvrage de gestion
EP/parc/aire de jeux/Mare pédagogique
Crédit photo : Pays de Montbéliard
agglomération*





Noue végétalisée
Crédit photo : Grand Châlon



Bassin d'infiltration/GEPU
Crédit photo : Grand Châlon



Exemple : bassin de traitement des eaux pluviales réaménagé en espace vert avec action de sensibilisation des citoyens, valorisation de la biodiversité à travers des panneaux d'informations

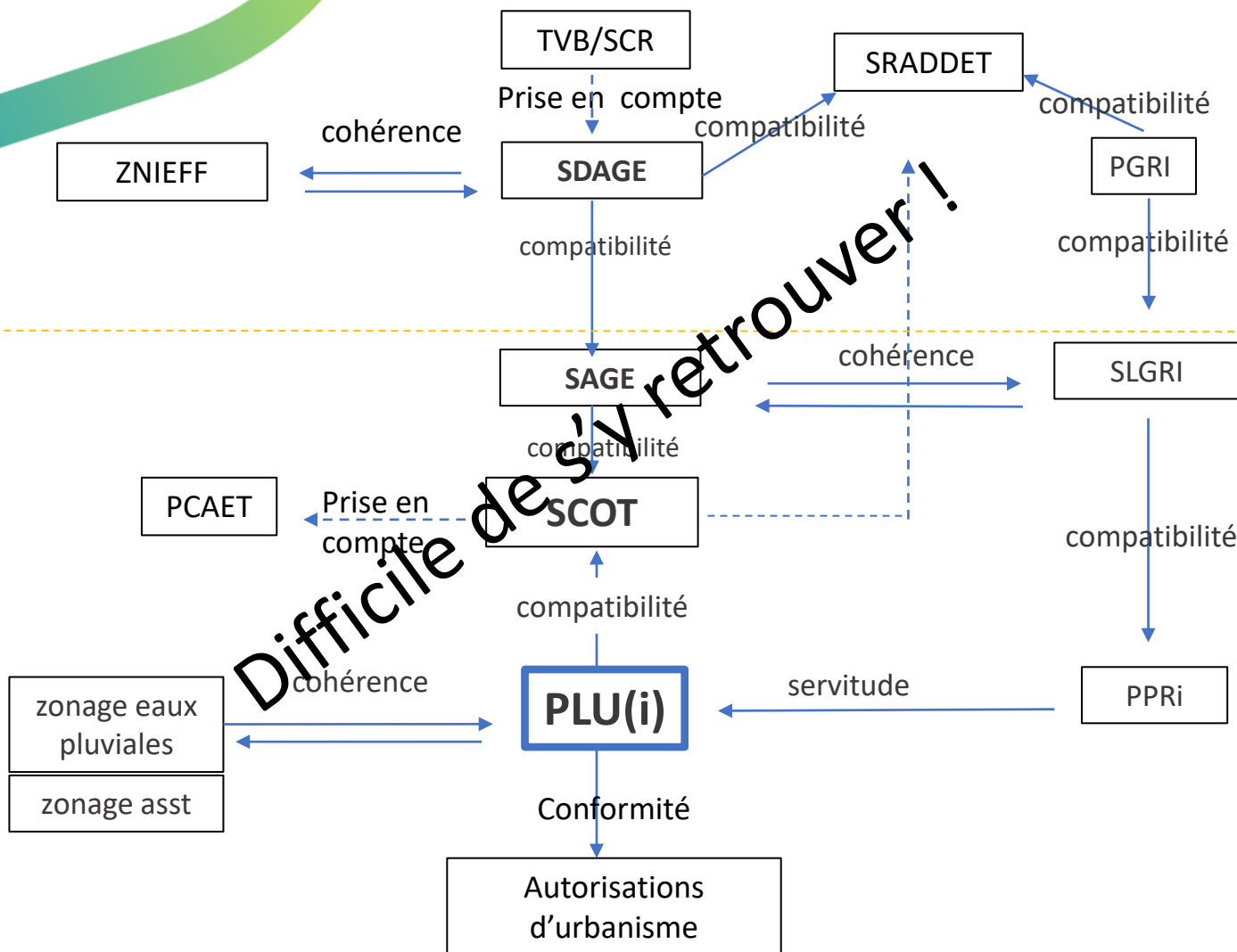


Crédit photo : communauté d'agglomération de La Rochelle

Quelques clés de réussite pour une approche globale et transversale

Echelon régional ou hydrographique

Echelon intercommunal ou local



Apporter de la lisibilité et de la cohérence

Lever les blocages / Clés de réussite

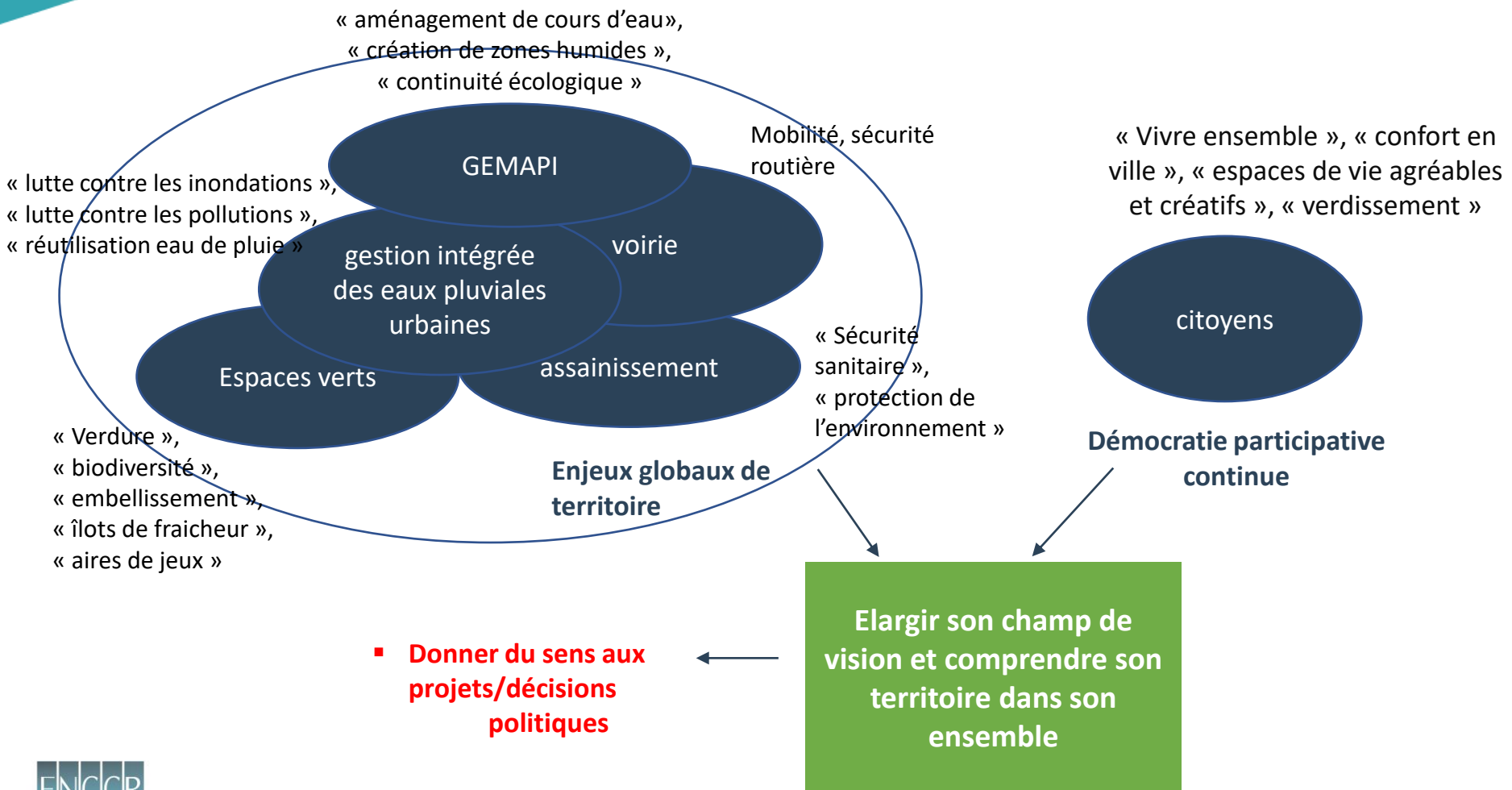
Constat : Il n'existe pas une seule méthodologie !

Mais plusieurs approches selon le contexte actuel et historique, les enjeux de territoire, la gouvernance, l'organisation des services, les sensibilités politiques, les attentes des citoyens...

et des points communs :

- L'implication des élus (à différents niveaux par ex SCOT et SAGE)
- L'écoute des attentes des citoyens (présentation des projets/débats publics)
- S'appuyer sur les intérêts croisés, les « co-bénéfices », aménités, les interdépendances... (avant de se répartir les MOA, coûts,...)
- Une co-construction entre services et collectivités : casser le fonctionnement en « silo »

Traduction d'une politique locale dans laquelle s'intègre les SFN



On retient :

➡ Optimiser le financement en mutualisant les moyens et les objectifs

Par exemple :

- Gestion intégrée des eaux pluviales → désartificialiser et favoriser l'infiltration contribue à la recharge des nappes, au « traitement » de certaines pollutions...
- Lutte contre les îlots de chaleur en ville → remettre de l'eau en ville contribue aussi à la re-végétalisation, biodiversité
- Création de zones humides → protection des écosystèmes et lieux pédagogiques pour les scolaires, etc.

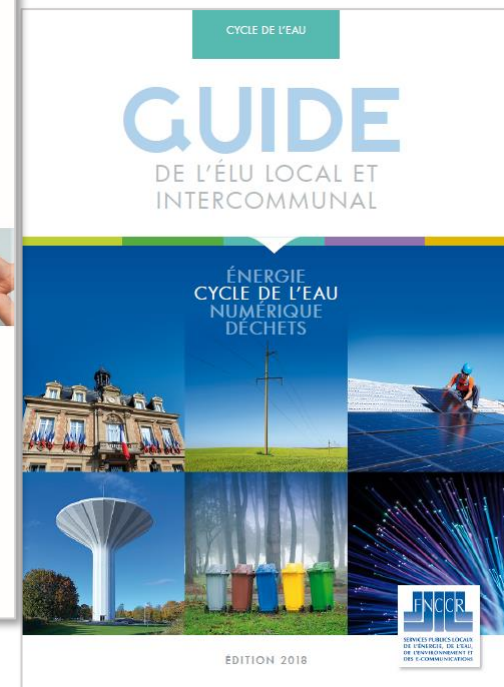
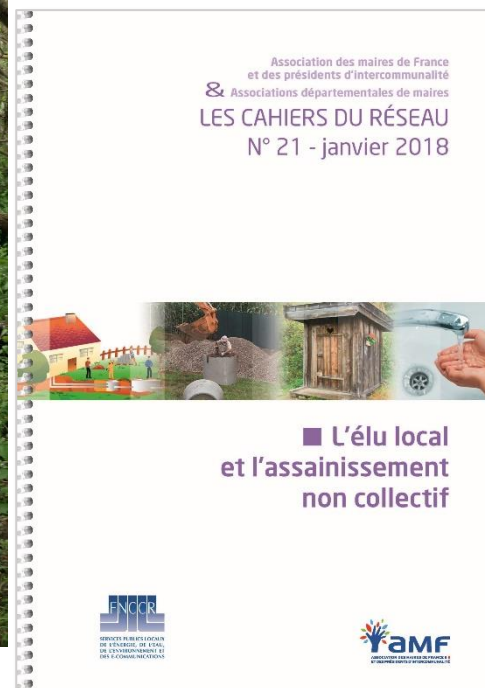
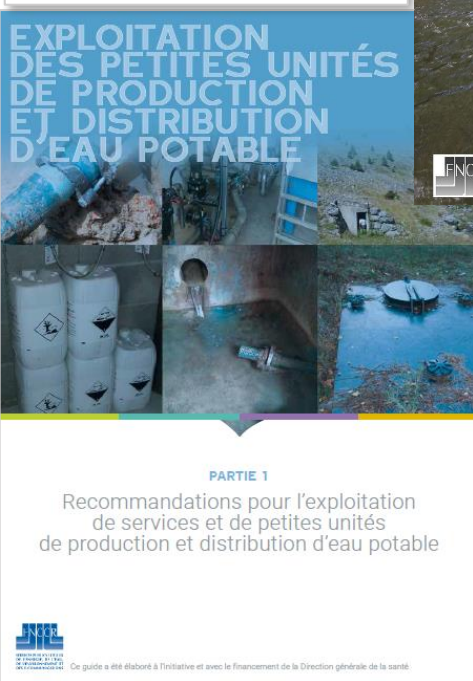
➡ Mettre en cohérence les différentes politiques publiques locales (SCOT, SDAGE/SAGE, PCAET, etc.) **et traduire les orientations spécifiques par l'intégration de règles d'urbanisme dans les (PLU(i))**

- Par exemple : la gestion intégrée des eaux pluviales et la désartificialisation va se traduire par l'intégration de coefficients pleine terre, ou de biotopes de surface
- TVB : maintenir une zone inconstructible de part et d'autre des cours d'eau



Développer la pédagogie à tous les niveaux pour comprendre les enjeux élus/services/citoyens

Merci de votre attention !



Téléchargeables sur
www.fnccr.asso.fr

département « Cycle de l'eau » de la FNCCR
20 boulevard de Latour Maubourg – 75007 PARIS
www.fnccr.asso.fr